



Le camarade Henri Alleg nous a quittés. Jusqu'à ce que la maladie l'en empêche, il avait sillonné les villes de notre pays pour faire partager son idéal communiste à ses auditoires et pour que la classe ouvrière de France retrouve son parti, arme indispensable au combat révolutionnaire pour s'opposer et renverser le capitalisme, pour la révolution socialiste.

Henri a été une figure vivante de l'internationalisme prolétarien. Né en Grande-Bretagne dans une famille anglaise, il adhère jeune militant au communisme en Algérie et deviendra un cadre du Parti communiste algérien. Il sera rédacteur en chef d'*Alger Républicain*, journal progressiste édité par les communistes, journal anticolonialiste, diffusant les idées socialistes dans les masses algériennes, affrontant la répression coloniale. En 1956, l'interdiction du PCA et d'*Alger Républicain* le plonge dans la clandestinité. Arrêté par l'armée coloniale, il sera torturé, ne parlera pas, pas même sous penthotal. Il continue le combat en prison, où il écrira l'ouvrage qui fera connaître au monde entier la pratique de la torture par l'armée française : *La Question*. Evadé de prison, il rejoindra la Tchécoslovaquie socialiste. Continuant son activité clandestine dans le mouvement de Libération et dans le PCA, il est à Alger en 1962 où il participe à la réouverture d'*Alger Républicain* et au regroupement des communistes, dans les conditions exaltantes de la libération de l'Algérie, conditions en même temps complexes pour les communistes face aux courants nationalistes petits-bourgeois qui dirigeaient le FLN et l'État, et manifestaient leur anticommunisme. Lorsqu'il fut décidé de fusionner *Alger Républicain* et *Le Peuple*, manière de bâillonner les communistes, Henri sera l'auteur d'un long feuilleton-reportage sur la révolution cubaine destiné à reculer la date fatidique de la disparition du journal, mais aussi à faire connaître aux travailleurs des villes et des campagnes, aux étudiants de l'Algérie nouvelle, la nécessité du socialisme pour pouvoir résoudre les problèmes du peuple. Lors du coup d'Etat de Boumediene en 1965, il est arrêté avec d'autres responsables communistes et torturé. Il sera relâché grâce à la solidarité internationale au bout de quelques semaines et chassé d'Algérie. Il s'installera en région parisienne et pendant plusieurs années participera à la direction du Parti de l'Avant-Garde Socialiste d'Algérie (PAGS), qui regroupe les communistes. Puis il décidera de se retirer du PAGS, rejoindra le PCF et deviendra journaliste à l'Humanité, au sein duquel il occupera plusieurs responsabilités mais en n'abandonnant pas les grands reportages.

Après le XX^e congrès du PCF en 1976, il prend une position très critique sur l'évolution de la direction du Parti, son antisoviétisme, sur ses pratiques politiques, son alignement sur le PS, sur ces dérives idéologiques et politiques. Après la défaite du socialisme en URSS, il affirme publiquement ses désaccords et participe avec sa compagne Gilberte, au Comité Honecker et à la Coordination Communiste. En 2012, sa dernière manifestation publique fut pour la célébration du 50^e anniversaire de la libération de l'Algérie.

En 2001, avant le congrès de Martigues, la scission de la Coordination Communiste a fait que nous nous sommes séparés du point de vue organisationnel, mais pour autant nos combats ont été toujours convergents, pour défendre l'héritage du socialisme réel, proclamer notre certitude de la victoire finale du communisme, nécessité pour en finir avec la misère, l'exploitation et l'oppression.

La figure d'Henri Alleg restera un exemple, une référence pour les générations à venir, par sa droiture, son honnêteté intellectuelle, sa générosité, son attachement aux principes.

À ses fils, à ses petits-enfants, à ses arrière-petits-enfants, l'URCF adresse ses condoléances et l'expression de ses sentiments communistes.

Pour le Comité central de l'URCF,

Jean-Luc Sallé, Secrétaire Général